**Biographie  
DES GRANDS HOMMES POLITIQUES  
du Québec**

**Lévesque, René**

(1922-1987), homme politique québécois, chef du mouvement séparatiste du Québec.

Né à New Carlisle (Québec), il devient journaliste, correspondant de guerre, puis animateur de radio avant de se rendre célèbre avec une populaire émission d’actualités, *Point de mire.* En 1960, il est élu député libéral à la législature du Québec. Membre du cabinet de Jean Lesage, il participe ensuite à la mise en place d’importantes réformes politiques, de 1960 à 1966, connues sous le nom de « révolution tranquille ». Il défend et réalise la nationalisation des ressources énergétiques québécoises en tant que ministre des Richesses naturelles.

En 1968, Lévesque rassemble les partis indépendantistes dans une même formation politique, le Parti québécois (PQ), dont il devient le premier chef, prône l’indépendance du Québec en même temps qu’un rattachement économique au Canada. René Lévesque remporte les élections provinciales de 1976 et devient Premier ministre du Québec. Lors du référendum de mai 1980, cependant, les électeurs rejettent son projet de « souveraineté-association ». René Lévesque mène le PQ à une nouvelle victoire électorale en 1981 mais semble renoncer momentanément au projet indépendantiste en 1984, ce qui provoque une crise au sein du PQ. Il abandonne son poste de Premier ministre et quitte la tête du parti en 1985. Pierre-Marc Johnson lui succède. Avant tout homme de radio et de télévision, René Lévesque a aussi pratiqué le journalisme écrit. Il a publié, entre autres, *Option Québec* (1968) et *Attendez que je me rappelle* (1986), deux ouvrages qui ont connu d’immenses succès de librairie. René Lévesque reste à ce jour et sans conteste le Premier ministre québécois le plus important et le plus populaire.

**Lesage, Jean**

(1912-1980), homme politique canadien.

Né à Montréal, il devient avocat et est élu député libéral à la Chambre des communes en 1945. Il occupe les postes de ministre des Ressources et du Développement économique puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales de 1953 à 1957. Il dirige le Parti libéral du Québec de 1958 à 1970 et est Premier ministre du Québec de 1960 à 1966. À la tête d’une équipe ministérielle dominée par de hardis réformateurs dont René Lévesque, Paul Gérin-Lajoie et Georges-Émile Lapalme, il dirige le Québec alors engagé dans une véritable révolution sociale et économique. Cette révolution dite tranquille est dominée par la nationalisation des ressources hydroélectriques et la création de plusieurs ministères dont ceux de l’Éducation et des Affaires culturelles. Lesage mise sur la montée du nationalisme pour se faire élire avec le slogan électoral « Maîtres chez nous ». Il est cependant débordé par la montée du mouvement souverainiste et l’agitation syndicale qui lui vaut sans doute de perdre lors de l’élection de 1966.

**Trudeau, Pierre Elliott**

(1919-2000), homme politique canadien, Premier ministre du Canada (1968-1979 ; 1980-1984).

**L’avocat du modernisme**

Né à Montréal (province de Québec), Pierre Elliott Trudeau est le fils d'un riche homme d'affaires canadien-français et d'une mère de descendance écossaise. Après une scolarité chez les jésuites, il étudie à l'université de Montréal, où il obtient sa licence de droit en 1943. Ses études brillantes le conduisent ensuite à Harvard, puis en Europe, à l'École des sciences politiques de Paris et à la London School of Economics. Une fois ses études achevées, il parcourt l’Europe et l’Asie avant de rentrer au Canada en 1949. Spécialisé dans le droit du travail, il soutient les travailleurs québécois de l’amiante lors de leur grève historique de 1949. À la tête d’un mouvement rassemblant intellectuels et syndicalistes, il s’oppose à la politique conservatrice menée par le Premier ministre québécois Maurice Duplessis et collabore en 1950 à la création d’un périodique de centre gauche intitulé Cité libre.

Dans les années 1960, il enseigne le droit à l’université de Montréal, avant de se lancer véritablement en politique ; pourfendeur du nationalisme québécois, il choisit la politique fédérale et s’engage dans les rangs du Parti libéral du Canada. Élu à la Chambre des communes en 1965, il est nommé secrétaire parlementaire auprès du Premier ministre Lester Bowles Pearson en 1966, puis ministre de la Justice en 1967.

Le partisan du bilinguisme

Lorsque Lester Bowles Pearson quitte la vie politique en 1968, Pierre Elliott Trudeau lui succède à la tête du parti et du gouvernement fédéral. Il assoit sa légitimité lors d’élections législatives anticipées (juin 1968) qui donnent la majorité au Parti libéral et attestent de sa propre popularité. Opposé au séparatisme québécois, il préconise un nouveau fédéralisme et s’attache à répondre aux attentes des Canadiens francophones en menant à terme sa politique en faveur du bilinguisme et du biculturalisme (loi sur les langues officielles de 1969). Il entend ainsi moderniser et rénover l’État canadien tout en conduisant une politique d’indépendance vis-à-vis de son puissant voisin, les États-Unis, et en militant pour que le Canada assure lui-même le contrôle plein et entier de sa propre économie. Bien que les libéraux perdent la majorité parlementaire aux élections de 1972, Pierre Elliott Trudeau conserve son poste de Premier ministre à la tête d’une coalition instable, mais il renforce très vite sa position en menant son parti à une victoire décisive aux élections de 1974.

Durement affaibli par l’arrivée au pouvoir des séparatistes du Parti québécois à Québec, en 1976, il est par ailleurs confronté à la crise économique qui affecte le pays. Ses propositions de changements constitutionnels afin de préserver l’unité du Québec se heurtent à l’opposition des provinces, comme lors d’autres tentatives similaires. Après la défaite des libéraux aux élections de mai 1979, au profit des conservateurs, il annonce sa démission de la tête du parti. Mais, alors que le gouvernement conservateur est renversé quelques mois plus tard, il mène le Parti libéral à la victoire en février 1980 et retrouve son fauteuil de Premier ministre.

Le défenseur du fédéralisme

L’échec du référendum québécois de 1980 sur le projet de souveraineté association constitue une victoire personnelle pour Pierre Elliott Trudeau, qui s’est activement engagé dans la campagne pour le « non ». Ses efforts pour le « rapatriement » de l’Acte de l’Amérique du Nord britannique, qui a servi de base à la Constitution canadienne, et pour l’ajout à celui-ci d’une Charte des droits et des libertés, portent leurs fruits en avril 1982, malgré l’opposition du Québec, quand la reine Élisabeth II signe l’Acte constitutionnel de 1982, qui entérine l’indépendance complète du Canada par rapport au Parlement britannique. Son gouvernement doit cependant faire face à un déficit de popularité lié au climat de crise économique. En février 1984, Pierre Elliott Trudeau annonce son retrait de la vie politique. Le 30 juin, il cède officiellement le pouvoir à son successeur, John Napier Turner.